



PGC de l'opération

Contournement Est de Roissy – Mesure environnementale de restauration (MR16) Restauration de milieux favorables à l'Œdicnème criard

Coordination SPS :

Société PRESENTS
Direction régionale IDF HDF
O mail barthelemy Thimonnier
77185 LOGNES
Tel : 01 60 95 13 14 - Fax : 01 60 06 76 81

Conduite d'opération :

La Direction des Routes d'Île-de-France (DiRIF)
SMR/DMRNo
21-23, rue Miollis
75 732 PARIS Cedex 15

Indice et date	Rédacteur	Nature des modifications
14/10/2025	PGC reprenant observations sur la v1	J. MILCENT
07/10/2025	PGC initial	J. MILCENT

SOMMAIRE

0 Préambule	4
1 Renseignements d'ordre administratif.....	5
1.1. Renseignements relatifs à l'opération.....	5
1.2. Intervenants	6
1.3. Mission du Coordonnateur SPS.....	7
2 Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le Maître d'oeuvre en concertation avec le coordonnateur	9
2.1. Réalisation des travaux à proximité des réseaux et implantation des ouvrages	9
2.2. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers.....	9
2.3. Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique.....	9
2.4. Servitudes aéronautiques et radioélectriques	10
2.5. Balisage des obstacles	10
2.6. Registre journal de chantier :	10
3 Mesures de coordination prises par le Coordonnateur SPS	11
3.1. Circulation	11
3.2. Manutention.....	12
3.3. Stockage	13
3.4. Gestion des déchets et décombres	14
3.5. Enlèvement des matériaux dangereux.....	15
3.6. Utilisation des protections collectives, accès provisoires et installation électrique générale.....	15
3.7. Interactions sur le site	17
4 Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation	20
4.1. Activité sur le site et mesures de prévention.....	20
4.2. Réseaux enterrés et aériens	20
4.3. Risques liés à la circulation extérieure	21
4.4. Analyse des risques liés à l'environnement	21
5 Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre	23
5.1. Installations de chantier	23
5.2. Réseaux mis à disposition	23
5.3. Nettoyage du chantier.....	23
5.4. Clôture du chantier.....	24

6 Secours et évacuation des travailleurs.....	25
6.1. Dispositions d'alerte	25
6.2. Plan de secours.....	25
6.3. Organisation des premiers secours.....	25
7 Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs ou travailleurs indépendants	26
7.1. Mise en commun des moyens.....	26
7.2. Entreprises sous-traitantes et travailleurs indépendants	26
7.3. Emploi de personnels intérimaires.....	27
7.4. Prestataires de service	27
8 Annexes	28
8.1. Fiche d'appel des secours.....	29

0 Préambule

Une mission de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé, concernant la conception et la réalisation des travaux, a été organisée par le Maître d'Ouvrage.

Le PGC, ainsi que ses additifs sont insérés dans tous les marchés de travaux, objets de la présente opération. Ils apportent des renseignements qui permettront aux entreprises d'élaborer leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS).

L'entrepreneur prendra en compte dans la conception et la réalisation des travaux de son contrat toutes les dispositions nécessaires pour intégrer les principes généraux de la prévention et se conformera aux obligations qui lui incombent, en respect du Code du Travail en matière de sécurité, de protection de la santé et des conditions de travail.

En outre, l'entrepreneur devra se conformer aux dispositions édictées :

- par le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS, dans le présent PGC,
- par le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre dans les pièces constitutives du marché qui ont une influence en matière de sécurité et de protection de la santé, notamment le CCAP et le CCTP.

Ces dispositions s'appliquent à tout intervenant qui aura conclu un contrat de prestation ou de travaux avec l'entrepreneur.

Il est rappelé, par ailleurs, que l'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des autres dispositions du Code du Travail, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

Ce PGC a été établi par le Coordonnateur SPS en fonction des éléments qui lui ont été transmis par le Maître d'Ouvrage.

1 Renseignements d'ordre administratif

1.1. Renseignements relatifs à l'opération

1.1.1. Situation :

- Nom de l'opération :

Contournement Est de Roissy – Mesure environnementale de restauration (MR16)
Restauration de milieux favorables à l'Œdicnème criard

- Catégorie :

Opération de niveau 3.

- Adresse du chantier :

Lieu dit la Renardière
D212
77990 LE MESNIL AMELOT

1.1.2. Travaux

Ces travaux comprennent :

- d'une part, des travaux préparatoires :
 - o les études et les démarches administratives,
 - o la reconnaissance du site,
 - o le débroussaillage et le nettoyage du site,
 - o l'enlèvement des déchets et des matériaux divers,
 - o l'arrachage et l'évacuation des espèces exotiques envahissantes
- d'autre part, des travaux de terrassement :
 - o le décapage de la terre végétale et son évacuation,
 - o la préparation du sol dans les conditions précisées au CCTP,
 - o la mise en dépôt provisoire des matériaux de remblais,
 - o le remblaiement de la zone dans les conditions précisées au CCTP,
 - o la mise en décharge publique des matériaux excédentaires et des matériaux non réutilisés, sur indication du maître d'œuvre,
 - o la récupération, le traitement et l'évacuation des eaux pluviales pendant les travaux, l'exécution des drainages d'eaux souterraines qui pourraient apparaître nécessaires.
- le nettoyage et la remise en état des lieux.

1.2. Intervenants

1.2.1. Parties contractantes

Conduite d'opération :

La Direction des Routes d'Île-de-France (DiRIF)
SMR/DMRNo
21-23, rue Miollis
75 732 PARIS Cedex 15

Coordination SPS :

Société PRESENTS
Direction régionale IDF HDF
O mail barthelemy Thimonnier
77185 LOGNES
Tel : 01 60 95 13 14 - Fax : 01 60 06 76 81

1.2.2. Organismes de prévention

DIRECCTE

Immeuble Antarès
3, rue de la Galmy
CHESSY 77701 MARNE LA VALLEE cedex 4
Responsable de l'unité de contrôle : Claude BEAULIEU
idf-ut77.uc1@direccte.gouv.fr

CRAMIF 77

10, allée des Amarylis
77196 DAMMARIE LES LYS
Tél : 01 64 87 02 62 - Fax : 01 64 37 12 34
Antenne77.prevention@cramif.cnamts.fr

OPPBTP

Agence Ile-de-France
1, rue Heyrault
92660 Boulogne-Billancourt cedex
Tél : 01 40 31 64 00
Fax : 01 40 30 57 97
iledefrance@opbbtp.fr

1.2.3. Organismes concessionnaires

La liste des concessionnaires figure dans la DT du maître d'ouvrage.

Présence de nombreux réseaux (GRT Gaz, Trapil, ENEDIS, etc.) sur le tracé du CER.

Une attention particulière sera à porter sur le réseau TRAPIL.

1.2.4. Organismes de secours

Pompiers : Tél. 18 ou 112 avec un portable

SAMU : Tél. 15

Police ou gendarmerie : Tél. 17

1.2.5. Entreprises

Mandataire « : Non connu à ce jour.

1.2.6. Autres intervenants

- Le service de la gestion patrimoniale du réseau, département politiques et programmation routières, unité sécurité de l'infrastructure de la Direction de Routes d'Ile-de-France.
- L'assistant à maîtrise d'ouvrage dans le domaine du management environnemental et du suivi écologique.
- les intervenants du contrôle extérieur du maître d'ouvrage : bureaux de contrôle extérieur,
- Les exploitants routiers

1.2.7. Mandataire des travaux

En cours de désignation

1.3. Mission du Coordonnateur SPS

Le Coordonnateur SPS n'a pas de pouvoir de commandement direct à l'encontre des entreprises.

Il fera donc ses observations aux entreprises concernées par le biais du Registre Journal, et les entreprises apposeront leur signature sur les éléments présentés.

A cet effet, lors de l'inspection commune, les entreprises indiqueront au Coordonnateur SPS le nom de la personne habilitée à contresigner les observations faites par le Coordonnateur SPS.

1.3.1. Plan Général de Coordination (PGC)

Toutes les entreprises intervenant sur le chantier sont soumises à l'application de ce PGC. En fonction de l'évolution des travaux, le PGC sera mis à jour.

Le PGC étant joint à l'appel d'offres, toute entreprise qui désignerait un sous-traitant ou autre partenaire pendant l'exécution des travaux a l'obligation de lui transmettre un exemplaire en vigueur du PGC.

1.3.2. Inspection commune

Toute entreprise destinée à intervenir sur le chantier devra participer à une inspection commune avec le Coordonnateur SPS avant le démarrage de ses travaux.

Par entreprise, on entend les titulaires de marchés, les co-traitants, les sous-traitants et les travailleurs indépendants.

Pour cela, chaque entreprise prendra contact avec le Coordonnateur SPS suffisamment tôt pour convenir d'une date d'inspection commune. A défaut d'inspection commune,

l'entreprise pourra se voir refuser l'accès au chantier et ne pourra prétendre à une quelconque indemnisation en cas d'éviction.

Les prestataires et locataires divers ne sont pas tenus de faire une inspection commune avec le Coordonnateur SPS. Par contre, ils recevront impérativement les consignes de sécurité par l'entreprise qui les aura mandatés. La transmission de ces consignes sera alors formalisée par l'entreprise dans son PPSPS.

Sauf dans le cas d'exception laissé à l'appréciation du Coordonnateur SPS, l'entreprise devra s'organiser pour garder un délai de 10 jours ouvrables avant le début des travaux pour faire l'inspection commune.

Si ce délai n'est pas respecté, le Coordonnateur SPS pourra refuser le rendez-vous proposé par l'entreprise, en fixer un autre à une date différente et demander au Maître d'Ouvrage de refuser l'accès au chantier à l'entreprise concernée.

1.3.3. Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS)

Tout entrepreneur, ainsi que ses sous-traitants, sont tenus de remettre au Coordonnateur SPS, 10 jours ouvrables avant toute intervention, un PPSPS relatif aux travaux qui leurs sont confiés. Ce PPSPS est fourni en format informatique et en format papier à la demande du COPS.

Le PPS sera établi en tenant compte des mesures définies par le présent PGC, des mesures définies lors de l'inspection commune et des prescriptions fixées par le marché.

L'attention de chaque entreprise est attirée sur l'importance de ce PPSPS. Son contenu est défini par le Code du Travail et les différents thèmes devront donc être développés en étant adaptés à cette opération.

Ainsi, les mesures prises pour pallier aux risques propres de l'entreprise et aux risques venant des autres intervenants (risques importés) devront être précisément définies.

De même, chaque PPSPS devra bien décrire les risques exportés (adaptés à cette opération) envers les autres entreprises, susceptibles d'apporter des risques pour les travailleurs concernés.

Si le mode opératoire retenu par l'entreprise entraîne des modifications du contenu du PGC, l'entreprise concernée devra en faire mention dans son PPSPS et informer le Coordonnateur SPS pour qu'il puisse en tenir compte et procéder à la mise à jour nécessaire.

Note : Toutes les personnes qui interviennent sur le chantier en tant que prestataires ne sont pas soumises à l'obligation de fournir ce document (exemple : maîtrise d'oeuvre, contrôleur technique) mais le Coordonnateur SPS se réserve le droit de le demander selon les cas.

Chaque entreprise dont le personnel aura été victime d'un accident corporel sur le chantier avec arrêt de travail devra en informer le Coordonnateur SPS dans un délai de 24 heures.

2 Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le Maître d'oeuvre en concertation avec le coordonnateur

2.1. Réalisation des travaux à proximité des réseaux et implantation des ouvrages

Présence de nombreux réseaux dans l'emprise des travaux, GRT Gaz, Trapil, HTA, etc.

La maîtrise d'œuvre a établi la déclaration de travaux conformément à la réglementation en vigueur.

Le mandataire des travaux et ses sous-traitants devront établir une DICT.

Une attention particulière est à porter sur le réseau TRAPIL.

Le titulaire doit s'assurer que tous ses salariés et ceux de ses sous-traitants intervenant à proximité de ces réseaux, y compris les conducteurs d'engins de chantier, justifient d'une attestation AIPR « Opérateur ».

2.2. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers

Le projet des installations de chantier indiquera, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation .

Ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

Les installations de chantier sont à prévoir par le mandataire des travaux.

Il n'y aura pas d'installations mises à disposition par le maître d'ouvrage.

2.3. Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique

La signalisation du chantier sera détaillée dans le Dossier d'Exploitation Sous Chantier (DESC) et celui-ci sera présenté à la maîtrise d'ouvrage pendant la période de préparation.

Les stationnements seront canalisés dans les emprises chantier de sorte de ne pas impacter les dispositions prises à l'égard de la circulation.

2.4. Servitudes aéronautiques et radioélectriques

Le plan de servitudes aéronautiques de dégagement (PSA) de l'aéroport Roissy Charles de Gaulle impose le respect d'un plafond altimétrique pour l'ensemble des engins, ouvrages définitifs et provisoires.

Dans l'enceinte du chantier, cette altitude est variable selon les zones de travaux, conformément aux différents plans de servitudes aéronautiques et radioélectriques (jointes au DCE).

De part la teneur des travaux, les impacts seront limités concernant les servitudes.

2.5. Balisage des obstacles

Il est prévu d'en pas impacter les voiries circulées.

En cas d'obstacles, la disposition sera analysée en amont en période de préparation.

2.6. Registre journal de chantier :

Un registre journal de chantier sera tenu par le titulaire en incluant toutes les entreprises travaillant sur le chantier.

Le mandataire devra remonter toute situation inhabituelle constatée, toute situation de presque accident ou d'accident immédiatement au maître d'ouvrage.

Cette disposition concerne également des situations à risques qui seraient constatées sur les voies circulées près de l'accès.

3 Mesures de coordination prises par le Coordonnateur SPS

3.1. Circulation

3.1.1. Circulations horizontales

3.1.1.1. Circulation de chantier :

Pendant la période de préparation, l'entreprise désignée établira un projet de plan général de circulation sur le chantier en privilégiant la spécialisation des voies. Après examen par le Coordonnateur SPS et le Maître d'œuvre, ce document s'impose dans l'organisation générale de chantier.

L'entreprise responsable est le mandataire
--

La présence de piétons dans les zones de circulations réservées aux engins ou véhicules est interdite.

Les mesures spécifiques à prendre en compte pour la circulation de chantier sont :
--

Les manœuvres et stationnement seront à gérer dans les emprises chantier afin d' ne pas impacter les voiries circulées
--

Le mandataire adaptera ses travaux pour rendre praticable l'accès chantier dans le cas où le terrain serait un peu meuble.
--

3.1.1.2. Circulation piétonne

L'entreprise en charge du plan de circulation de chantier aménagera et entretiendra également le cheminement jusqu'au poste de travail.

Le nettoyage régulier de ce cheminement sera assuré et les obstacles éventuels seront évacués de façon à toujours laisser le passage libre.

Une signalisation matérialisant les zones prévues pour le passage sera mise en place et entretenue tout au long des travaux.

Les accès aux différentes zones de travail seront également réalisés et entretenus dans les mêmes conditions.

Tout le personnel devra être équipé de vêtement de signalisation de classe 2 ou 3.

3.1.1.3. Stationnement des véhicules

Les véhicules de chantier devront stationner sur les emplacements prévus à cet effet.

L'entreprise responsable de la mise en place et de l'entretien de la signalisation matérialisant ces zones est le mandataire pour un stationnement dans les emprises

Toutes les entreprises organiseront le transport de leur personnel afin d'éviter les venues en véhicule particulier. Ces consignes seront également transmises aux sous-traitants et autres prestataires intervenant pour le compte de l'entreprise.

La situation des zones prévues pour le stationnement sera localisée dans la zone travaux

3.2. Manutention

3.2.1. Moyens de manutention verticale et règles d'utilisation

De manière à limiter les risques liés à l'utilisation de moyens de manutention, l'employeur responsable devra s'assurer de :

- Utiliser des moyens de manutentions adaptés aux charges transportées ;
- Suivre les indications du fournisseur de matériel ;
- Vérifier régulièrement (vérifications de mise en service, périodiques générales et de remise en service) l'état du matériel de manutention (appareils de levage et accessoires de levage), l'utilisateur d'un appareil de levage doit toujours s'assurer de la réalisation des vérifications réglementaires ;
- Former ses salariés à l'utilisation de ces matériels, les manutentions par engins spécialisés seront opérées par des conducteurs titulaires d'une autorisation de conduite selon le type d'engin.

Certains matériels pourront cependant être utilisés par plusieurs entreprises dans le cadre de la mise en commun de moyens.

Lorsqu'une entreprise met du matériel à la disposition d'une autre entreprise (grues, échafaudage, engins de terrassement, etc.), ce matériel doit être conforme à la réglementation et en bon état.

La mise à disposition de matériel doit faire l'objet d'un protocole de prêt de matériel.

L'entreprise responsable des moyens de manutention assurera elle-même la manutention pour le compte de l'entreprise demandeuse, afin d'éviter une mauvaise utilisation du moyen.

3.2.2. Implantation des zones de manutentions et de levage

Les manutentions manuelles et mécaniques, ainsi que le levage des charges doivent être organisées sur une zone plane et stabilisée.

Cette zone doit être délimitée, et son accès interdit pendant les phases de levage par l'entreprise mettant en place le moyen.

Tout survol de charges en dehors des emprises du chantier est strictement interdit.

3.2.3. Limitation des manutentions manuelles

La priorité est donnée à la manutention mécanique : chariots élévateurs, grues.

Lorsqu'une manutention manuelle de charges ne peut être évitée, des moyens adaptés doivent être mis à la disposition des travailleurs : palonniers, treuils, crics, vérins, crochets, tables élévatrices, etc. par l'entreprise concernée.

3.3. Stockage

Sur le chantier, les zones disponibles mises à disposition pour le stockage sont les suivantes : zones intégrées au balisage de chantier par phase suivant phasage proposé de l'entreprise

Chaque entreprise aura à gérer, dans la mesure du possible, ses approvisionnements sur le site pour minimiser son stockage.

Si l'espace disponible ne suffit pas à une entreprise, elle en informera le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS.

Les lieux de stockage devront être délimités et/ou fermés.

Aucun stockage ne sera organisé devant les accès et/ou les issues de secours.

Les entreprises prendront en compte dans leurs besoins ceux de leurs sous-traitants, fournisseurs, etc.

3.3.1. Approvisionnement et enlèvement : dispositions à prendre par les entreprises faisant intervenir un livreur, fournisseur, etc.

L'entreprise faisant appel à un prestataire devra prévoir, pour les véhicules de livraison, un chemin d'accès et une aire de stationnement stabilisés, de largeur suffisante, sans déclivité importante, exempts d'obstacles, permettant la mise en œuvre complète des stabilisateurs.

Chaque entrepreneur devra désigner une personne compétente (réceptionnaire) chargée de l'accueil du livreur, de la délimitation de l'aire de livraison, de la surveillance de l'opération de livraison. Elle guidera les manœuvres notamment en cas de manque de visibilité en tenant compte du dégagement des fourches de levage.

Les matériaux repris seront reconditionnés.

L'entreprise devra donner au fournisseur les exigences de sécurité applicables sur le chantier et l'informer de la présence éventuelle de réseaux.

3.3.2. Zone de stockage des matériaux dangereux

Certaines protections sont à observer :

- Séparer les produits acides et les produits basiques ;
- Ranger, de préférence, les liquides en dessous des solides ;
- Stoker seulement de faibles quantités de produits ;
- Aérer et éloigner suffisamment le lieu de rangement de toute source de chaleur.

3.4. Gestion des déchets et décombres

Il est interdit de brûler ou d'enfouir les déchets sur le chantier ou de déposer les déchets dans une décharge sauvage.

3.4.1. Interdictions générales

Il est interdit de brûler les déchets.

Il est d'interdit d'enfouir les déchets sur le chantier ou de les déposer dans une décharge sauvage.

3.4.2. Obligation des entreprises

Les entreprises ont l'obligation:

- de respecter la traçabilité des déchets dangereux
- Déchets dangereux: bordereau de suivi des déchets dangereux ou BSDD
- Déchets d'amiante: bordereau de suivi des déchets amiante ou BSDA
- Déchets d'emballage: trace écrite de leur élimination
- de trier les emballages
- de respecter les obligations de transports des déchets ou de les confier à un professionnel du déchet qui les valorisera dans les conditions légales. L'entreprise devra conserver la trace écrite de l'évacuation des déchets (bordereau de suivi, bon de dépôt...)

Les dispositions nécessaires pour respecter ces obligations seront prises par les entreprises, si elles ne sont pas indiquées dans le cahier des charges techniques.

De façon plus générale, l'entreprise veillera à l'état de propreté de l'ensemble du chantier, en particulier aux abords des aires de dépôt des déchets.

3.4.3. Organisation du tri sur le chantier

Trier les déchets sur le chantier permet notamment de réduire les coûts d'élimination et facilite le recyclage.

Trois niveaux doivent être retenus pour le tri des matériaux:

- les déchets inertes: déchets qui pendant le stockage ne subissent aucune modification physique, chimique ou biologique importante (ex: briques, pierre, céramique, tuiles, terre non polluée...)
- les déchets non dangereux non inertes (ex: bois, carton, plastiques, laines minérales, peintures...etc.)
- les déchets dangereux (ex: aérosols, bois traités avec substance dangereuses, DEE, produits amiantés, peintures contenant des substances dangereuses...etc.).

Le chantier doit s'organiser en fonction de ce tri. Ainsi plusieurs bennes seront installées. Prévues en fonction de la typologie des déchets, elles seront correctement signalées et équipées de pictogrammes afin d'orienter le tri. Elles seront placées au plus proche des sources de déchets et seront accessibles aux camions d'enlèvement.

Une information/sensibilisation sera donnée aux salariés lors de leur accueil sur le chantier et les entreprises s'assureront que le tri des déchets dans les bennes est respecté durant toutes les phases du chantier.

3.5. Enlèvement des matériaux dangereux

3.5.1. Cas de l'amiante :

Sans objet.

N.B : dans le cas de découvertes de matériaux susceptibles de contenir de l'amiante, l'entreprise devra informer dans les plus brefs délais le Moa et le coordonnateur SPS.

3.5.2. Cas du plomb

Sans objet.

3.5.3. Pollution des sols

Sans objet.

3.6. Utilisation des protections collectives, accès provisoires et installation électrique générale

3.6.1. Règles d'utilisation des protections collectives

Toutes les protections collectives doivent être conçues, mises en œuvre et entretenues pour respecter les dispositions suivantes :

- Les protections collectives sont toujours mises en œuvre préalablement à l'apparition du risque inhérent à l'activité ou aux travaux entrepris par l'entrepreneur.
- Les protections collectives ne peuvent être déposées que dans les cas suivant :
 - après la disparition du risque, liée à l'avancement des travaux ;
 - après la mise en place de la protection collective définitive prévue au projet ;
 - après la mise en place d'un autre dispositif d'une efficacité au moins équivalente.

Dans le cas où le risque subsiste au-delà de la fin des travaux réalisés par l'entrepreneur, celui-ci s'engage à laisser en place les protections collectives provisoires qu'il a mises en œuvre.

Dans le cas où le risque subsiste au-delà de la fin des travaux réalisés par l'entrepreneur, celui-ci s'engage à laisser en place les protections collectives provisoires qu'il a mises en œuvre.

Chaque entreprise devra transmettre les consignes à l'entreprise appelée à lui succéder qui assurera la maintenance des protections. Celle-ci devra s'assurer que les protections mises en place pendant toute la durée de son intervention sont suffisantes et adaptées aux travaux à réaliser.

Toute entreprise, dont l'intervention nécessite l'enlèvement des protections mises en place par une autre entreprise, doit prévoir un équipement de remplacement adapté à la réalisation de ses travaux et garantissant une protection collective efficace. Elle en assure la maintenance jusqu'à la fin des travaux et en informe le Coordonnateur SPS.

Les protections collectives sont gérées par le mandataire

3.6.1.1. Mesures spécifiques

Il incombe aux entreprises de détailler les mesures suivantes à travers leurs PPSPS pour les tâches spécifiques à leurs activités :

=> Contraintes environnementales:

L'arrêté environnemental donnant les dispositions applicables et mesures associées pour le chantier devra être respecté rigoureusement par l'entreprise qui intervient.

L'entrepreneur qui intervient veillera notamment à disposer sur site d'un kit anti-pollution et à respecter les zones balisées sur site.

=> Contraintes aéronautiques:

La Maîtrise d'Ouvrage avait pris contact avec Aéroport de Paris pour convenir des servitudes aériennes à respecter sur les chantiers.

Non concerné pour les travaux

=> Prévention des risques liés aux chutes de plain-pied :

- Port de chaussures antidérapantes.
- Empierrement, lorsque c'est possible, des zones à terrain difficile.
- Rangement des zones de travail et de circulation et accès aménagés en fonction des travaux.
- Entretien des sols, nettoyage immédiat en cas de renversement de produits.

=> Prévention des risques liés au bruit :

- Utilisation d'engins moins bruyants.
- Port de protections auditives (combiner bouchons et casque).
- Interdiction d'accès aux zones trop bruyantes (affichage).
- Limiter l'intensité du bruit, le nombre de salariés exposés.
- Installer des protections: capoter les machines bruyantes, etc.

=> Prévention des risques liés aux produits chimiques :

- Obtenir les fiches de données de sécurité de tous les produits manipulés.
- Mettre à disposition et s'assurer du port des équipements de protection individuels.

- Remplacer les produits dangereux par d'autres moins dangereux.
- Mettre en place des extincteurs appropriés aux différents risques.
- Etablir un Permis de feu pour tous les travaux à flamme nue.

=> Prévention des risques liés aux vibrations :

Afin de prévenir les risques liés aux vibrations (conducteurs d'engins, utilisation de marteaux piqueurs, perforateurs, perceuses, etc.) l'entrepreneur devra :

- Assurer une formation et une surveillance médicale spécifique du personnel exposé.
- Réaliser un programme de réduction de l'exposition aux vibrations par la modification des modes opératoires, l'aménagement du temps de travail, l'utilisation d'un matériel approprié et l'équipement des engins de sièges à suspension.

3.6.2. Règles d'utilisation des accès provisoires

Les moyens d'accès au poste de travail sont choisis en fonction de la fréquence de circulation, de la hauteur, de la durée d'utilisation et de leur ergonomie. Ils doivent en outre permettre une intervention rapide des secours et l'évacuation en cas de danger imminent.

L'entreprise ayant en charge la réalisation des accès communs en assurera la maintenance pendant les travaux.

Les échelles ne peuvent être utilisées que comme moyen d'accès provisoire ponctuel et de courte durée, en aucun cas servir de cheminement à des approvisionnements, ni de poste de travail.

L'entreprise en charge de l'installation et de l'entretien des accès communs est le mandataire

3.7. Interactions sur le site

3.7.1. Contenu des PPSPS

Le Coordonnateur SPS axera son travail à partir des PPSPS remis par les entreprises, en examinant particulièrement les risques exportés afin de mettre en place les mesures de coordination correspondantes.

Chaque entreprise qui modifie la nature de son PPSPS (mode opératoire, phasage des travaux, matériels, etc.) devra en informer le CSPS, par l'envoi d'un PPSPS modifié ou lors des réunions de coordination évoquées ci-dessous.

3.7.2. Réunions de chantier

Les entrepreneurs seront tenus de participer aux réunions de chantier.

Ces réunions, avec la participation fréquente du Coordonnateur SPS pour la partie sécurité

-santé, auront notamment à l'ordre du jour :

- l'évolution du programme des travaux,
- la détermination des nouvelles Co-activités éventuelles,
- la définition des mesures de sécurité à observer,

- le retour sur les manquements constatés à la sécurité.

Si un point ne peut pas être traité au cours de la réunion, une réunion restreinte abordera ce problème.

La fréquence des réunions sera adaptée aux besoins du chantier.

3.7.3. Analyse des risques liés à la coactivité

Les pages suivantes, relatives à l'analyse des risques de coactivités, ont été établies par le Coordonnateur SPS en fonction des éléments portés à sa connaissance par le Maître d'Ouvrage lors de la phase étude.

Le PGC étant un document évolutif, le contenu de cette analyse pourra être modifié en phase travaux, en fonction du déroulement des travaux et des PPSPS des entreprises.

Les entreprises seront tenues de coopérer avec le Coordonnateur SPS en lui transmettant les éléments nouveaux relatifs aux coactivités, et en appliquant sans délai, les conclusions découlant de la mise à jour de cette analyse.

L'analyse des risques de coactivités figure ci-après.

Risques	Mesure de coordination	Risque mis en œuvre par	Risque exporté vers
Chute de plain-pied (sol encombré, glissant ou déformé).	Nettoyage régulier du chantier. Organisation des circulations. Balisage des fouilles. Eclairage des zones sombres.	Toutes entreprises	Toutes entreprises
Chute d'objet (stockage ou chargement mal arrimé, rupture d'élingue, décrochement...).	Appareux et engins de levage vérifiés. Respecter les règles d'élingage. Examen d'adéquation. Mode opératoire pour les manutentions lourdes. Pas de survol du personnel par une charge. Balisage de la zone de levage.	Toutes entreprises	Toutes entreprises
Heurt par un engin en manœuvre.	Gyrophares, dispositif avertisseur de recul. Chargé de manœuvre. Port de vêtements de signalisation de classe II.	Toutes entreprises	Toutes entreprises
Chute de petit matériel (travaux en hauteur).	Délimitation de la zone d'intervention. Pas de travaux superposés. Port du casque.	Toutes entreprises	Toutes entreprises
Risques liés à la circulation (heurt, écrasement du à la circulation ou à un basculement).	Arrêté de circulation Respect des recommandations des concessionnaires. Guider les engins lors des manœuvres. Mise en place de balisage.	Toutes entreprises	Toutes entreprises
Incendie ou explosion (produits dangereux).	Présence d'extincteur à proximité des travaux, notamment lors de travaux par point chaud. Interdire la zone d'intervention aux autres entreprises.	Toutes entreprises	Toutes entreprises

4 Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation

4.1. Activité sur le site et mesures de prévention

Lorsque le chantier se déroule sur un site en exploitation, chaque entreprise prendra en compte les contraintes d'exploitation données par l'exploitant.

Toute nouvelle contrainte d'exploitation apparue en cours de chantier, ayant une influence sur les mesures de sécurité en vigueur sur le chantier, fera l'objet d'une mise à jour du PGC transmise aux entreprises.

Réciproquement, les entreprises amenées à modifier en cours de travaux leur mode opératoire (horaires, accès, matériel, etc.) devront impérativement le signifier au plus tôt au Coordonnateur SPS afin que celui-ci puisse retransmettre ces informations à l'exploitant qui en informera son personnel.

4.2. Réseaux enterrés et aériens

4.2.1. AIPR (Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux) :

A compter du 1er janvier 2018, l'obligation de compétences pour les personnels intervenant à proximité des réseaux est applicable.

Dans le cadre de la réforme « anti-endommagement », cette mesure vise à réduire les risques ainsi que les dommages aux réseaux aériens ou enterrés qui peuvent survenir lors de travaux à proximité.

Concrètement, cela signifie que l'employeur, qu'il soit privé ou public, devra délivrer une AIPR (Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux) aux agents ou salariés intervenant dans la préparation ou l'exécution de travaux à proximité des réseaux.

4.2.2. DICT :

L'attention des entreprises est également attirée sur le fait que la démarche relative aux DICT implique une planification définie par la réglementation. Les entreprises devront donc être vigilantes sur ce point afin que les travaux soient entrepris en toute sécurité.

Suite aux retours de la part des concessionnaires, les entreprises ayant des dispositions particulières à prendre vis à vis des réseaux existants joindront à leur PPSPS les avis émanant des concessionnaires concernés afin que le Coordonnateur SPS puisse retransmettre les informations aux autres entreprises.

Avant le début des travaux l'entreprise devra :

- o recenser les réseaux et canalisations souterraines situées dans les zones de travaux,
- o désigner une personne compétente pour surveiller les travailleurs et les alerter dès qu'ils s'approchent ou approchent leurs outils à moins de 1,50 mètres des canalisations et installations électriques souterraines,

- o vérifier leur profondeur et distance par rapport aux travaux (terrassements, etc.) et si besoin est interdire tous travaux dans la zone à risque jusqu'à la mise en place d'une méthodologie ou consignation éliminant tous les risques.

4.3. Risques liés à la circulation extérieure

L'entreprise chargée de la fermeture du chantier (paragraphe 5.3) apposera des panneaux « chantier interdit au public » à espace régulier et notamment au droit des possibilités d'accès au chantier des personnes extérieures pour ses installations fixes éventuelles.

Les emprises chantier impactant les voiries circulées seront protégées suivant la signalisation et le balisage qui auront été validés au DESC pendant la période de préparation.

Pour les voies nouvelles, des dispositions sont en place avec la mise en place d'une barrière au début des emprises travaux.

Elle veillera pendant la durée des travaux au maintien en l'état de ces panneaux.

En cas de croisement de véhicules chantier au droit de ces intersections, la priorité est toujours au véhicule entrant dans le chantier.

Chaque entreprise veillera à ne rien entreposer au droit des entrées du chantier et à ne pas gêner l'accès au chantier pour les véhicules entrants afin que la circulation publique ne soit pas gênée.

4.4. Analyse des risques liés à l'environnement

L'analyse des risques liés à l'interférence avec l'environnement du chantier figurent ci-après.

Risques Environnementaux	Mesures de prévention
Présence de réseaux souterrains	Etablissement et respect des DICT.
Découverte d'engins pyrotechniques pouvant exploser.	<ul style="list-style-type: none">- faire cesser le travail immédiatement dans un rayon de 100 mètres,- interdire de toucher à l'engin suspect et/ou de le déplacer,- mettre en place un balisage périmétrique comportant la mention DANGER – INTERDICTION D'ACCES,- prévenir le service départemental de la protection civile à la préfecture via la Gendarmerie 17 (ou autre numéro),- en informer le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS,- ne pas ébruiter la découverte et faire surveiller le site en attendant le service du déminage.
Autres chantiers en activité générant des risques sur notre chantier.	Coordination entre maîtres d'Ouvrage
Autres exploitation en activité générant des risques sur notre chantier.	Coordination avec le Co-Exploitant.
Déversement accidentel de produits chimiques (pollution du sol, des nappes phréatiques, d'un cours d'eau...)	<ul style="list-style-type: none">- Stockage étanche, double paroi.- Dispositif absorbant à demeure.

5 Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre

5.1. Installations de chantier

Emplacement :

A définir au cours de la période de préparation.

Le plan d'installation de chantier sera soumis à l'accord du maître d'œuvre et du Coordonnateur SPS en phase de préparation et en informant le maître d'ouvrage.

La mise à disposition et l'entretien des installations de chantier sont assurés par le mandataire

Le chantier étant sur une courte durée et dans un environnement contraint. Le mandataire pourra proposer des installations autonomes ou à proximité du lieu du chantier.

5.2. Réseaux mis à disposition

5.2.1. Electricité:

Il n'y a pas de réseaux mis à disposition.

5.2.2. Eau potable:

Il n'y a pas de réseaux mis à disposition.

5.2.3. Eaux usées:

Il n'y a pas de réseaux mis à disposition.

5.3. Nettoyage du chantier

5.3.1. Nettoyage des installations

Le nettoyage des installations de chantier sera organisé de la façon suivante :

Le titulaire du lot sera tenu de les nettoyer et d'évacuer les déchets régulièrement.

En cas de manquement, il pourra être désigné une entreprise qui interviendra à la charge du titulaire.

5.3.2. Nettoyage des zones de travail

Dans tous les cas, chaque entreprise procédera quotidiennement à l'évacuation des gravats, décombres, déchets de toute nature dans les conditions prévues à cet effet dans le présent PGC, afin que les postes de travail ne comportent pas de gêne ou d'obstacle.

5.3.3. Nettoyage des véhicules sortants

Chaque entrepreneur doit supporter les sujétions qui résultent de la circulation de ses engins sur le chantier et sur les voies et notamment prendre toutes les dispositions pour apporter le moins possible de nuisances aux chaussées existantes. Pendant toute la durée du chantier, il reste seul responsable des accidents et dégâts de diverses natures qui pourraient résulter d'un défaut d'entretien et des dégradations ou pollutions apportées par la circulation de ses engins aux chaussées, aux accotements et aux ouvrages divers les traversant.

Toutes les entreprises veilleront à conserver les abords du chantier et la voirie publique dans un état de parfaite propreté.

5.4. Clôture du chantier

5.4.1. Clôtures périphériques et ouvertures (porte et portail)

Prévoir un affichage "chantier interdit au public" et un balisage aux endroits où sont susceptibles de pénétrer des tiers.

5.4.2. Panneaux de chantier

Sont obligatoires :

- l'affichage de l'arrêté (municipal, préfectoral, etc.),
- la mise en place de panneaux « chantier interdit au public », répartis le long des clôtures de façon suffisante pour les installations sous clôture,

Etant donné le caractère mobile du chantier, les documents réglementaires tels que les arrêtés pourront être conservés dans un classeur mais devront être dans tous les cas disponibles sur le chantier.

6 Secours et évacuation des travailleurs

6.1. Dispositions d'alerte

En cas d'accident corporel, d'incendie, l'appel des secours se fait de la façon suivante :

Par téléphone fixe : composez le 18.

Par téléphone portable : composez le 112.

Chaque entreprise tiendra à jour sur le chantier (aux installations) une fiche d'appel des secours. Cette fiche précisera clairement la démarche à suivre pour contacter les secours et leur transmettre l'ensemble des informations nécessaires à leur intervention.

Les équipes travaillant sur le chantier devront en outre être informées par leur encadrement de la conduite à tenir en cas d'accident.

Par principe, systématiquement pour les postes de travail à risques, les entreprises organiseront les postes de travail de façon à éviter les travailleurs isolés.

6.2. Plan de secours

Le plan de secours figure en annexe du PGC.

6.3. Organisation des premiers secours

Chaque entreprise devra assurer, dans la mesure du possible, la présence permanente d'un sauveteur - secouriste du travail pour dix personnes ou par équipe indépendante.

Chaque sauveteur - secouriste devra être identifié par un badge spécial apposé sur le casque ou par tout autre moyen de reconnaissance (brassard, blouse, etc.).

L'entrepreneur devra veiller à ce que chaque sauveteur - secouriste ait reçu la formation initiale appropriée et complétée par les formations régulières de « recyclage ».

Chaque entrepreneur devra prendre les dispositions nécessaires pour que chaque poste de travail soit équipé en permanence d'une trousse de premiers soins appropriée et d'une couverture de survie.

7 Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs ou travailleurs indépendants

7.1. Mise en commun des moyens

Le présent PGC, ou les dispositions adoptées au cours des travaux, peuvent prévoir des mises en commun de moyens entre les différents entrepreneurs.

Toute utilisation en cours de chantier d'un dispositif mis en œuvre par une entreprise et utilisé par une autre devra faire l'objet d'un accord formalisé par l'entreprise ayant mis le dispositif. Cet accord précisera en outre les conditions d'utilisation, et les restrictions.

Une vigilance toute particulière devra être portée sur les équipements de travail relatifs aux travaux en hauteur (échafaudages, nacelles, grues mobiles ou à tour, etc.) compte tenu de l'importance des risques potentiels.

7.2. Entreprises sous-traitantes et travailleurs indépendants

La sous-traitance permet à un entrepreneur de faire exécuter, par un autre entrepreneur, une partie du marché qu'il a passé avec le Maître d'Ouvrage.

Sont considérés comme sous-traitants :

- le travailleur indépendant,
- l'entreprise amenant son matériel, son personnel, son encadrement, ses matériaux et restituant un produit fini.

L'entrepreneur qui entend exécuter un marché en recourant à un ou plusieurs sous-traitants doit, au moment de la conclusion et pendant toute la durée du marché, faire accepter chaque sous-traitant par le Maître d'Ouvrage.

Tout entrepreneur a l'obligation de déclarer auprès du Maître d'œuvre et du Coordonnateur SPS ses intervenants (sous-traitants) et de leur transmettre toutes les consignes relatives à la sécurité et à la protection de la santé pour le chantier.

L'entrepreneur qui entend sous-traiter ou faire exécuter une partie de ses prestations par un ou plusieurs sous-traitants doit remettre à ceux-ci un document précisant les mesures d'organisation générale qu'il a retenues pour la partie du chantier dont il a la responsabilité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé du travailleur. Le sous-traitant tient compte dans l'élaboration de son propre PPSPS des documents fournis par l'entrepreneur principal (le présent PGC et PPSPS de l'entreprise principale).

La coordination des travaux effectués par les sous-traitants ou travailleurs indépendants, notamment en matière de sécurité et de protection de la santé, demeure sous la responsabilité de l'entrepreneur titulaire du marché.

7.3. Emploi de personnels intérimaires

Les entrepreneurs employant du personnel intérimaire doivent s'assurer que :

- le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné ;
- les documents médicaux pour la profession déterminée ont bien été délivrés et qu'une copie est disponible sur le chantier ;
- le personnel a subi la formation obligatoire à la sécurité ;
- le personnel intérimaire est intégré au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne les équipements individuels et les cantonnements (vestiaires, réfectoires, sanitaires) et a reçu les consignes particulières liées à l'activité de l'entreprise sur le projet.

7.4. Prestataires de service

Sont considérés comme prestataires de services :

- les sociétés de location de matériel (avec ou sans chauffeur) ;
- les fournisseurs (carburants, matériels, etc.) ;
- toute entreprise qui n'est pas indépendante (sans encadrement) dans son travail (transport, dépannage, etc.) et qui intervient dans le milieu du cycle de production de l'entreprise principale.

Tout entrepreneur devra mentionner dans son PPSPS les prestataires qu'il compte faire intervenir.

La location du matériel, l'utilisation de toutes prestations de services, n'exonèrent pas l'entreprise de sa responsabilité.

A ce titre, l'entreprise doit réceptionner le matériel à la livraison et s'assurer avant l'utilisation par ses salariés que :

- le matériel est conforme au contrat de location et les vérifications exécutées (dont une copie sera disponible sur le chantier) ;
- les équipements de protection individuelle éventuels sont fournis aux salariés ;
- les salariés ont reçu la formation et l'information nécessaires (autorisation de conduite) à son utilisation.

L'entreprise utilisatrice devra remettre à tout prestataire de service un document sécurité comprenant toutes les indications et informations utiles nécessaires à l'harmonisation de leurs mesures de sécurité.

L'entreprise remet alors au prestataire :

- les consignes de sécurité,
- les matériels et engins spécifiques utilisés pour le chargement ou le déchargement,
- les moyens de secours en cas d'accident,

- l'identité du responsable désigné par l'entreprise d'accueil,
- les lieux d'intervention.
-

Le prestataire remet à l'entreprise utilisatrice :

- les caractéristiques du véhicule,
- les précautions ou suggestions particulières résultant de la nature des substances ou produits transportés, notamment celles qui sont imposées par la réglementation relative au transport de matières dangereuses.

8 Annexes

8.1. Fiche d'appel des secours

EN CAS D'ACCIDENT



ALERTER OU FAIRE ALERTER

C'est permettre l'arrivée rapide des secours adaptés.
L'ALERTE EST UN ACTE CAPITAL.
D'elle dépend **la rapidité et l'efficacité** des secours.
Il faut donc qu'elle soit donnée de façon correcte.

Téléphonez du point d'appel le plus proche.

COMPOSEZ le 18 ou le 112.

INDIQUEZ LE LIEU DU CHANTIER : selon le plan de secours.

PRECISEZ :

- la nature de l'accident,
- la position du blessé,
- s'il y a nécessité de dégagement.

SIGNALEZ LE NOMBRE DES BLESSES ET LEUR ETAT.

FIXEZ LE POINT DE RENDEZ-VOUS : Selon plan de secours.

ATTENDEZ LES SECOURS AU POINT DE RENDEZ-VOUS, VOUS LES CONDUIREZ SUR LES LIEUX DE L'ACCIDENT.

NE PAS RACCROCHER LE PREMIER ET FAITES REPETER LE MESSAGE.

PREVEENEZ :

Contact	Tel/ Portable
CSPS Julien MILCENT	06 74 03 09 53
Moa	01 40 61 84 82
OPPBTP	06 17 36 30 80
DIRECCTE	01 75 17 90 02
CRAMIF	01 64 87 02 60

Plan de localisation des Points de Rencontre Secours (PRS) du Contournement Est de Roissy

